

Comité Technique Local Election du 4 décembre 2014

Le 4 décembre, Une élection à enjeux !

Le 4 décembre prochain, pour la première fois le même jour les agents de toute la fonction publique (d'état, territoriale et hospitalière) sont appelés à élire leurs représentants syndicaux. Ce vote représente donc un véritable enjeu pour le service public et votre avenir professionnel.

Le 4 décembre prochain, agents titulaires et stagiaires de tout grade et non titulaires, vous allez élire pour une période de quatre ans vos représentants *au Comité Technique Local (CTL)*. Cet organisme a pour fonction d'examiner toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services : emplois, missions, budget, horaires d'ouverture au public, formation professionnelle, restructurations, gestion immobilière, conditions de travail en lien avec le Comité d'Hygiène et Sécurité Conditions de Travail (CHSCT)...*Les résultats des élections aux Comités techniques locaux détermineront les représentants au Comité Technique de Réseau (au niveau DGFIP) mais aussi localement les représentants au Comité d'Hygiène et Sécurité (CHSCT) et au Comité Départemental d'Action Sociale (CDAS).*

Des élus CGT pour vous représenter

Ces trois dernières années, les élus CGT au CTL de l'Essonne n'ont cessé de combattre les divers projets de restructurations, concentrations-suppressions ou fermetures de services, toujours prétextés à suppressions d'emplois et au développement de la flexibilité.

Les élus CGT sont intervenus à chaque fois avec le souci d'œuvrer à l'unité des personnels et des organisations syndicales pour avancer concrètement sur les revendications.

Lors des CTL, comme lors des audiences, ils ont porté les revendications des agents, vos revendications.

Ils se sont opposés aux fusions de services, de secteurs, de SIE, aux regroupements de PCE, à la fermeture du Poste comptable de Juvisy...

Ils ont systématiquement dénoncé les suppressions d'emplois et le malaise grandissant qui en découle dans les services.

Ils ont porté auprès de la Direction, lors du CTL du 24 juin 2014, toutes les revendications des agents en termes d'emplois, d'exercice des missions, de rémunérations, de conditions de travail, d'hygiène et sécurité.

Sur les questions matérielles rencontrées dans les services les élus CGT ont relayé et défendu toutes les demandes formulées par les agents.

Ils se sont attachés à visiter régulièrement tous les sites et postes du département.

Après chaque séance ou audience, les élus CGT ont publié les comptes rendus systématiques de leurs interventions, des réponses de la direction et de leurs votes.

Cette année ce scrutin se situe dans un contexte social particulièrement dégradé pour l'ensemble des salariés : austérité exacerbée avec le « pacte de responsabilité », réforme territoriale, baisse continue du pouvoir d'achat, dégradation des conditions de travail...

En quittant la conférence sociale en juillet dernier la CGT a marqué son refus du pacte de responsabilité qui prévoit 50 milliards de coupes budgétaires dans la dépense publique. Ce pacte s'applique déjà à la DGFIP.

Comme tous les fonctionnaires, les agents des Finances Publiques subissent le blocage du point d'indice. Les crédits de fonctionnement sont en réduction constante, 2500 nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées pour 2015 aux Finances. Dans notre direction ce sont près de 200 emplois qui ont été supprimés depuis la fusion. Le sous-effectif atteint un niveau sans précédent. Au 1^{er} septembre dans le département il manquait 27 C et 16 B. L'action syndicale et la mobilisation des personnels ont contraint la direction générale à recruter 907 cadres C par appel aux listes complémentaires.

La réforme territoriale qui prévoit notamment la fusion de régions, la disparition des départements et le regroupement des communes menacent directement le réseau de proximité de la DGFIP. Ainsi le rapport de la fondation IFRAP, proche du MEDEF, propose de ramener le nombre de trésoreries municipales de 2661 à 400, de SIP de 549 à 100, de SIE 537 à 100 et de services de publicité foncière de 354 à 14... Les documents du groupe de travail « diagnostic du réseau » du 10 juillet 2014 vont dans le même sens.

Ces orientations s'articulent avec les projets de démantèlement du statut (inter-ministériarité, avancement au profil, gestion régionalisée...) contenus dans le rapport Pêcheur que le ministère de la Fonction publique propose comme base de discussion aux syndicats.

De nouvelles vagues de suppressions d'emplois, fusions-concentrations de services et mises en cause du statut sont donc à prévoir.

Dans ces conditions le vote du 4 décembre revêt une importance cruciale.
Il déterminera quels élus l'administration aura face à elle.

Les candidats présentés par la CGT sont des agents représentatifs des différents services, des collègues que vous côtoyez au quotidien, des militants que vous avez pu apprécier dans tous les combats, petits ou grands, et sur lesquels vous savez pouvoir compter

Les élus CGT seront des élus pour la défense de l'emploi, le respect de nos droits et garanties, la préservation de notre statut et de toutes nos missions de service public.

**CANDIDATS CGT FINANCES PUBLIQUES 91
COMITE TECHNIQUE LOCAL**

1	Agnès RISACHER, Corbeil Essonnes	11	Claude CLOUET, Corbeil Essonnes
2	Eric NAYAC, Evry	12	Nadia SEKROUF, Corbeil Essonnes
3	Audrey GALLIN-MARTEL, Chilly Mazarin	13	Céline VAN DEN REYSEN, Palaiseau
4	Sylvie BOISSON, Corbeil Essonnes	14	Anthony FAGON, Arpajon
5	Ibrahim GULSEN, Corbeil Essonnes	15	Marie-Claude RAYNAL, Evry
6	Odile ROUILLER, Juvisy sur Orge	16	Pascale DEL DUCA, Savigny sur Orge
7	Pascal BONODOT, Juvisy sur Orge	17	Angélique TEILLARD, Massy
8	Cédric CERCLE, Evry	18	Christèle HOEL, Evry
9	Sébastien LOUCHARD, Massy	19	Murielle LE PISSART, Etampes
10	Michèle SENECHAL, Evry	20	Guy ANDRIEU, Corbeil Essonnes

Le 4 décembre, chaque voix CGT comptera !
Le 4 décembre, Votez CGT



Notre site internet local : <http://www.financespubliques.cgt.fr/91/>